

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Defiant-le-pouvoir-des-societes>



Défiant le pouvoir des sociétés multinationales - Investissements et impunité - Quelles alternatives ? Vers un Traité International des Peuples

Date de mise en ligne : jeudi 1 septembre 2013

- Menu de tête - Agenda - Archives Agenda -

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

L'impunité des Sociétés Transnationales (STNs) dans les cas de violations des droits humains et de crimes économiques et environnementaux à l'échelle mondiale, ainsi que la nécessité de normes contraignantes s'appliquant aux activités de ces sociétés, constituent des thèmes centraux de l'agenda des mouvements sociaux et des organisations de la société civile au niveau international. Cela s'est par exemple illustré à la Conférence de la Société Civile de Vienne+20 tenue à Vienne les 25 et 26 juin 2013. Malgré le fait que les sociétés transnationales aient participé à créer les crises actuelles, tant au niveau mondial qu'europpéen, elles continuent à accumuler des bénéfices considérables, particulièrement par la - toujours - plus grande privatisation et par le démantèlement des services publics européens et des droits du travail. Le rôle des transnationales dans les crimes économiques et écologiques a été largement documenté, et pourtant elles ne sont pas jugées pour ces crimes et elles continuent à avoir un rôle important dans l'élaboration des politiques injustes et antidémocratiques au sein de l'UE (par exemple, l'initiative sur les Matières Premières, l'"Économie Verte", les nouveaux accords de commerce et d'investissement catastrophiques à la fois pour l'Europe et pour le Sud Global) et continuent de dominer l'espace politique des gouvernements, tant au niveau des Nations Unies que de l'OMC et de l'Union Européenne.

L'objectif de la Table Ronde est d'approfondir le débat sur l'impunité corporative et d'introduire des éléments clés d'alternatives émergentes qui défendent l'intérêt public et la fin de l'impunité des transnationales, telles que : un Traité International des Peuples, la constitution d'une Cour Mondiale/un Tribunal des Sociétés Transnationales et la reconnaissance des obligations extra-territoriales (ETOs), un registre des groupes de pression actifs au Parlement Européen, entre autres choses. Pour cela, nous allons discuter des propositions concrètes pour une action conjointe du Parlement Européen et de la société civile en 2013-2014.

La Table Ronde sera présidée par Gabriele Zimmer, Présidente du groupe de la Gauche Unitaire Européenne (GUE/NGL) du Parlement Européen, et comptera également la participation de parlementaires européen-ne-s de différents groupes politiques, ainsi que d'acteurs clés des mouvements sociaux, syndicats, communautés affectées, experts au niveau juridique et des Droits humains. Il s'agit d'un événement organisé par le groupe parlementaire européen GUE/NGL en coordination avec des réseaux de la société civile tels que : la Campagne pour le Démantèlement du Pouvoir Corporatif et mettre fin à l'impunité des sociétés transnationales, le réseau Enlazando Alternativas, TNI, ODG, Ecologistas en Acción, War on Want, OMAL - Paz con Dignidad, CADTM y la Red Seattle-to-Brussels.

Où ? Au parlement européen, salle ASP 3G3

Quand ? Le jeudi 5 septembre 2013, de 15h à 18H30

P.A.F.? Merci de vous inscrire en envoyant vos données personnelles (nom et prénom, nationalité, numéro de passeport ou de carte d'identité, date de naissance), avant le 4 septembre 2013, au courrier électronique suivant : hildevanderpas.tni.org

Les personnes qui ont besoin d'un permis pour accéder au Parlement Européen l'auront à leur disposition à partir du

5 septembre à 14h, dans nos bureaux à l'entrée du bâtiment Spinelli - côté Place de Luxembourg.